

# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023





**Le mot de la Présidente**

**3**

**Contexte 2023**

**4**

**Inter-réseaux**

**Développement rural en 2023**

**6**

**Capitaliser pour renforcer  
ses capacités**

**12**

**Débattre et produire de  
nouvelles connaissances**

**17**

**Diffuser l'information  
pour partager le savoir**

**20**

**Rapport financier**

**25**

**Les membres en 2023**

**32**

**Le présent rapport a été validé par l'Assemblée  
générale des membres d'Inter-réseaux  
Développement rural le 3 juillet 2024**



## **L'année 2023 a marqué un tournant important pour notre réseau tant sur le plan stratégique que sur le plan opérationnel**

En termes stratégique, nous avons eu comme réalisation majeure la finalisation du plan d'orientation stratégique 2024-2026 (POS). Ce résultat a été possible grâce à la mobilisation du CA (et en premier lieu de Gilles Mersadier appuyé par Com4Dev), de l'équipe technique et aussi des membres qui ont pu apporter leurs avis lors des deux dernières Assemblées générales (AG) et lors de l'étape de validation du document en fin d'année, avant son approbation formelle. Dans le même élan, les différentes entités du réseau se sont mobilisées pour monter, accompagner et participer à l'évaluation du triennal 2021-2023 dont les recommandations ont alimenté le POS et contribué à l'esquisse de la charpente de notre nouveau triennal pour 2024-2026. Ce nouveau projet sur trois ans centré sur la gestion des connaissances a été soumis à l'AFD pour un financement qui sera d'environ 60% sur les trois années à venir.

Malgré cet accroissement significatif des ressources mobilisées auprès de l'AFD, la situation financière de notre réseau reste fragile. Pour relever ce défi, nous avons entrepris une démarche de recherche de financements et de reconstitution de nos fonds propres. L'appui des membres sera crucial pour réussir à construire un modèle économique plus stable.

Sur le plan des ressources humaines, l'équipe a vécu une année complexe avec le départ de certain-es collaborateur-rices et une nouvelle répartition géographique d'autres membres de l'équipe induite par la dégradation de la situation sécuritaire au Burkina Faso. Mais cette relocalisation n'est pas qu'une contrainte, elle est aussi une opportunité pour l'équipe technique de se rapprocher de plus de membres d'IR. En effet, à présent, notre équipe est répartie sur 4 villes : Ouagadougou (statut de bureau régional AOC) et Nogent sur Marne (siège officiel de l'association) mais aussi Cotonou et Montpellier.

Comme il est de coutume, l'équipe a tenu en début d'année son séminaire annuel à Ouagadougou. Cette rencontre a été une semaine de travail très riche pour l'organisation du travail, des échanges sur le POS, le triennal 2024-2026 mais aussi bien sûr pour la cohésion d'équipe alors que se préparait la nouvelle répartition géographique.

Si je vous laisse découvrir tout le travail réalisé dans le rapport, je souhaite quand même mettre en exergue quelques activités phares réalisées sur l'année.

Tout d'abord, 2023 a vu l'institutionnalisation de la construction des numéros de Grain de sel en partenariat avec des membres ou des organisations proches. Ainsi Le RiFAR et l'IRAM ont été aux côtés d'IR pour la réalisation des numéros 84 et 85 de notre revue, portant respectivement sur la formation agricole et rurale, les transitions agroécologiques (à paraître début 2024).

En fin d'année, a été mise en ligne sur notre site web une nouvelle forme de valorisation des connaissances : un web documentaire (webdoc) sur le thème de la sécurité dans la région Est du Burkina et les stratégies d'adaptation des acteurs du développement rural.

Autre fait qui a marqué 2023, c'est la réalisation par IR, en partenariat avec Corade, d'un travail important d'accompagnement et de valorisation de connaissances, concernant plusieurs initiatives financées par Enabel au Burkina Faso. C'est la première fois que IR travaillait en appui à l'agence de coopération belge.

Enfin je souhaite aussi revenir sur l'important travail mené autour de la question du genre depuis plusieurs années et qui a conduit en 2023 IR à publier dans un format original, une analyse de controverses sur la question du travail de soin en milieu rural.

Pour terminer, je veux ici souhaiter la bienvenue au sein de la famille Inter-réseaux de quatre nouveaux membres dont je vous laisse découvrir les noms au sein du présent rapport.

Merci à toutes et tous pour votre soutien et votre implication pour le rayonnement de notre réseau.



**Gifty Narh-Guiela**  
Présidente

# 2023 : crises, inquiétudes et progrès



En 2023, les prix mondiaux des produits importés en Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC), tels que l'énergie, les produits agricoles et les engrais, ont diminué après les fortes hausses dues à la guerre entre la Russie et l'Ukraine. Mais les prix des engrais demeurent légèrement supérieurs aux niveaux de 2020 et, malgré une baisse mondiale des prix alimentaires selon la FAO, les céréales ont fortement augmenté dans la CEDEAO, moins dans les pays de l'UEMOA, qu'au Ghana et au Nigeria. Le taux d'inflation a ralenti à 2,3% au quatrième trimestre 2023. En 2023, la croissance économique de l'UEMOA était de 5,6%. Elle est prévue à 6,5% pour 2024. Dans la CEMAC, en 2023, l'inflation est supérieure à la norme (6% contre 3%). Elle est beaucoup plus élevée hors zone FCFA (19% en RDC). La hausse des prix est largement attribuable aux produits alimentaires qui ont augmenté de 10,8% en moyenne (16% au Congo, 12% au Cameroun). Les gouvernements ont baissé des droits de douane et bloqué les prix. Ainsi, au Gabon, des prix plafond concernent 67 produits alimentaires importés. En 2023, le taux de croissance des activités non pétrolières dans la CEMAC était de 3,1%. Il devrait être de 4,1% en 2024.

Bien que la production céréalière 2023-2024 dans les 17 pays du CILSS et de la CEDEAO soit légèrement réduite de 0,6 % par rapport à l'année précédente, elle reste en hausse de 4 % sur la moyenne des cinq dernières années. Malgré des restrictions commerciales et des fermetures de frontières affectant certains pays, les opérateurs économiques parviennent à maintenir un

approvisionnement acceptable des marchés. Cependant, par habitant, la production baisse de 0,7%. Les déficits fourragers et l'assèchement précoce des mares semi-permanentes dans plusieurs pays ont entraîné des transhumances précoces. Celles-ci sont par ailleurs rendues difficiles par l'insécurité et génératrices de conflits.

Des rébellions armées persistent dans plusieurs pays d'AOC (Mali, Niger, Burkina Faso, Nigeria, Cameroun, RDC). Ces conflits ont des conséquences économiques importantes pour les populations rurales. Conséquences immédiates : allocations budgétaires en faveur de la défense au détriment des services de base et des aides à l'agriculture, notamment les engrais, hausse de la fiscalité, réduction de la production, déplacés internes, entraves aux échanges et aux transhumances, etc. Conséquences à long terme : déscolarisation, absence d'investissement dans les infrastructures et l'économie. Certaines rébellions présentent des risques pour les régions nord de certains pays côtiers du Golfe de Guinée (Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire). Le Tchad accueille désormais sur son sol un million de réfugiés soudanais.

Au plan politique, fin 2023, six pays de la région étaient engagés dans des « transitions » conduites par des militaires : Tchad (20/4/21), Mali (25/5/21), Guinée (5/9/21), Burkina Faso (30/9/22), Niger (26/7/23), Gabon (30/8/23). Au Sénégal, la fin de l'année 2023 a été marquée par des tensions entre les institutions sur les candidatures et le



Photo©canva

calendrier des élections présidentielles, heureusement surmontées début 2024.

Dans 3 pays membres de l'UEMOA, les militaires au pouvoir ont demandé le départ des dispositifs militaires de la France (Mali, août 2022 ; Burkina Faso, février 2023 ; Niger, décembre 2023), des Nations Unies (Mali, décembre 2023) et des USA (Niger, 2024).

Le raidissement des relations entre certains États africains et États occidentaux (en particulier la France) a eu des conséquences (report, suspension, réduction) sur les aides financières auxquelles ils sont éligibles. Des relations anciennes entre les OSC de ces pays et des OSC françaises ont été perturbées par la suspension des aides de la France. Heureusement, l'Europe et les autres pays ont pu poursuivre leurs appuis.

**Dans la Zone UEMOA, la population en insécurité alimentaire (mars à mai) a presque triplé, passant de 2 à 5,6 millions de personnes entre 2014 et 2021. En 2022, elle a franchi la barre exceptionnelle de 12,5 millions de personnes au cours de la période de soudure (juin et août). La situation s'est légèrement améliorée en 2023 avec à 11,15 millions de personnes. Le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Sénégal représentent à eux seuls plus de 80% des populations en insécurité alimentaire.**

En Europe, plusieurs pays ont connu des mouvements paysans. À partir de préoccupations sur les prix des produits agricoles (la concurrence d'importations extra européennes compétitives : Amériques et Ukraine), des revendications d'allègement des exigences environnementales et administratives du Green Deal ont été formulées. Dans ces mouvements, l'affirmation d'une « vocation nourricière » de l'Europe, notamment vis à vis de l'Afrique a été évoquée. La politique agricole commune a été amendée en conséquence.

Par ailleurs, l'UE a adopté une nouvelle réglementation qui aura pour effet d'interdire progressivement la mise sur le marché européen de produits qui auraient contribué à la déforestation ou à la dégradation des forêts après le 31 décembre 2020. Pour les produits exportés par des pays d'AOC, cela concerne le café, le cacao, le caoutchouc et le bois. Les acteurs de ces filières devront en tenir compte, au niveau de la production et de la traçabilité.

Ceci peut apparaître comme une contrainte nouvelle mais c'est aussi une opportunité. En effet, dans la région, il faut agir contre des évolutions inquiétantes de l'environnement. Les forêts d'Afrique de l'Ouest, du sud de la région Ouest-africaine au nord de l'Afrique centrale, ont été réduites de près de 70 millions d'hectares, soit un tiers de leur superficie, entre 1975 et 2018. Selon l'observatoire européen Copernicus, 2023 a été l'année la plus chaude de l'histoire de la planète (+1,48°C qu'avant l'ère pré-industrielle).

**Les pays de la CEDEAO représentent seulement 1,8% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Selon les scénarios les plus pessimistes, l'Afrique de l'Ouest connaîtra, d'ici à 2060, une augmentation de température de +2,3°C. Le nombre de jours de chaleur potentiellement létale pourrait atteindre 100 à 250 jours par an pour un réchauffement climatique de 2,5°C. La pluviométrie sera plus erratique, avec un accroissement de la fréquence et de l'intensité des aléas climatiques extrêmes déjà connus : inondations, variabilité pluviométrique accrue, translation des isohyètes, poches de sécheresse extrêmement longues, etc.**

Le 6 septembre 2023, le premier sommet africain sur le Climat (54 États) a adopté, la Déclaration de Nairobi sur le Climat. Les États appellent la communauté mondiale à agir de toute urgence pour réduire les émissions et à tenir ses promesses et en particulier à mettre en œuvre le **Fonds pour les Pertes et Dommages** (FPD). Les États africains se sont eux-mêmes engagés à concentrer leur développement économique sur une croissance positive pour le climat. Cela inclut **des pratiques agricoles respectueuses du climat et réparatrices, ainsi que la protection de la biodiversité.**

En décembre 2023, à Dubaï, lors de la COP28, le FPD a été créé. Un comité ad hoc a été constitué pour hébergement par la Banque Mondiale. Une déclaration sur l'agriculture durable et les systèmes alimentaires résilients a aussi été adoptée.

Ainsi malgré de nombreux défis, notamment des perturbations économiques, des crises sécuritaires et des bouleversements environnementaux, 2023 a permis des progrès qui témoignent de la capacité des coalitions d'acteurs politiques, associatifs et professionnels.



# Inter-réseaux Développement rural en 2023



Suite à une revue documentaire, à des consultations internes et externes ainsi qu'à l'évaluation du triennal 2021-2023, un nouveau Plan d'Orientation Stratégique (POS) a été adopté, couvrant la période 2024-2028. Si ce POS s'appuie sur ce qu'est Inter-réseaux Développement rural depuis sa création, à savoir un lieu de débats et d'échanges sur les enjeux du développement rural en Afrique réunissant un réseau de membres africains et européens d'horizons divers (organisations paysannes, ONG, scientifiques, expert.es, partenaires institutionnels, techniques et financiers), il engage un changement important.

Il oriente Inter-réseaux clairement sur la gestion des connaissances pour les organisations du développement rural, compétence considérée comme fondamentale pour le renforcement de leurs capacités à agir pour un développement rural équitable et durable.

## La vision d'Inter-réseaux dans 10 ans

Dans 10 ans, le renforcement des capacités de gestion de connaissances des acteurs du Développement Agricole et Rural en Afrique de l'Ouest et du Centre, auquel Inter-réseaux aura contribué, leur aura permis de jouer un rôle déterminant dans la transformation des territoires ruraux et des filières agricoles pour un monde meilleur, dans lequel les exploitations agricoles familiales tiendront toujours une place centrale.

## La mission d'Inter-réseaux

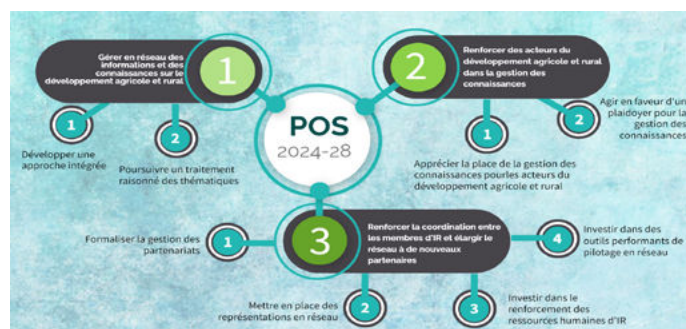
Inter-réseaux renforce les capacités d'acteurs et actrices du Développement Agricole et Rural pour qu'ils s'approprient des outils et méthodes de gestion des connaissances en particulier dans les domaines suivants : veille informationnelle et stratégique, production collaborative et coédition de publications, valorisation des connaissances, documentation et capitalisation d'expériences, animation de débats et de mises en perspective.

IR propose une démarche d'apprentissage par la pratique au travers de partenariats (avec des membres et des non-membres) portant sur la production et la mise à disposition d'informations et de connaissances. Ces partenariats organisent des partages, des échanges, des dialogues ouverts entre des acteurs et actrices ayant des positions, visions différentes.

## Les axes d'orientation stratégique

Trois axes d'orientation stratégique ont été retenus :

- Gérer en réseau des informations et des connaissances sur le Développement Agricole et Rural (DAR) ;
- Renforcer des acteurs du Développement Agricole et Rural dans la gestion des connaissances ;
- Renforcer la coordination entre les membres d'Inter-réseaux et élargir le réseau à de nouveaux partenaires



Cliquez sur l'image pour accéder à la version interactive du POS 2024-28

## Evaluation de la période 2021-2023

Du fait de l'appui financier de l'AFD, IR doit effectuer une évaluation tous les trois ans. En 2023 il a été décidé de centrer l'évaluation sur la question de "l'animation". Messieurs Yacouba Kanazoé et Stéven Le Faou ont été chargés de ce travail qui a été réalisé au cours du 2ème semestre.

Les évaluateurs ont dressé un constat général positif sur le travail d'IR depuis 2020 alors que les difficultés liées au contexte n'ont pas manqué. Plus spécifiquement sur la fonction d'animation, ils ont noté que celle-ci est riche et protéiforme. Les membres et les partenaires sont fortement mobilisés en premier lieu autour de publications d'IR. Les évaluateurs ont mis en avant qu'IR pourrait encore renforcer, en fonction de ses

moyens, son potentiel d'animation des acteurs du développement agricole et rural. Les outils d'échange à distance développés depuis 2020 peuvent aider dans cette ouverture. Le nouveau déploiement de l'équipe d'IR intervenu en avril 2023 doit aussi pouvoir contribuer à développer des séquences d'animations.

## ➔ Un réseau au service des communautés rurales africaines

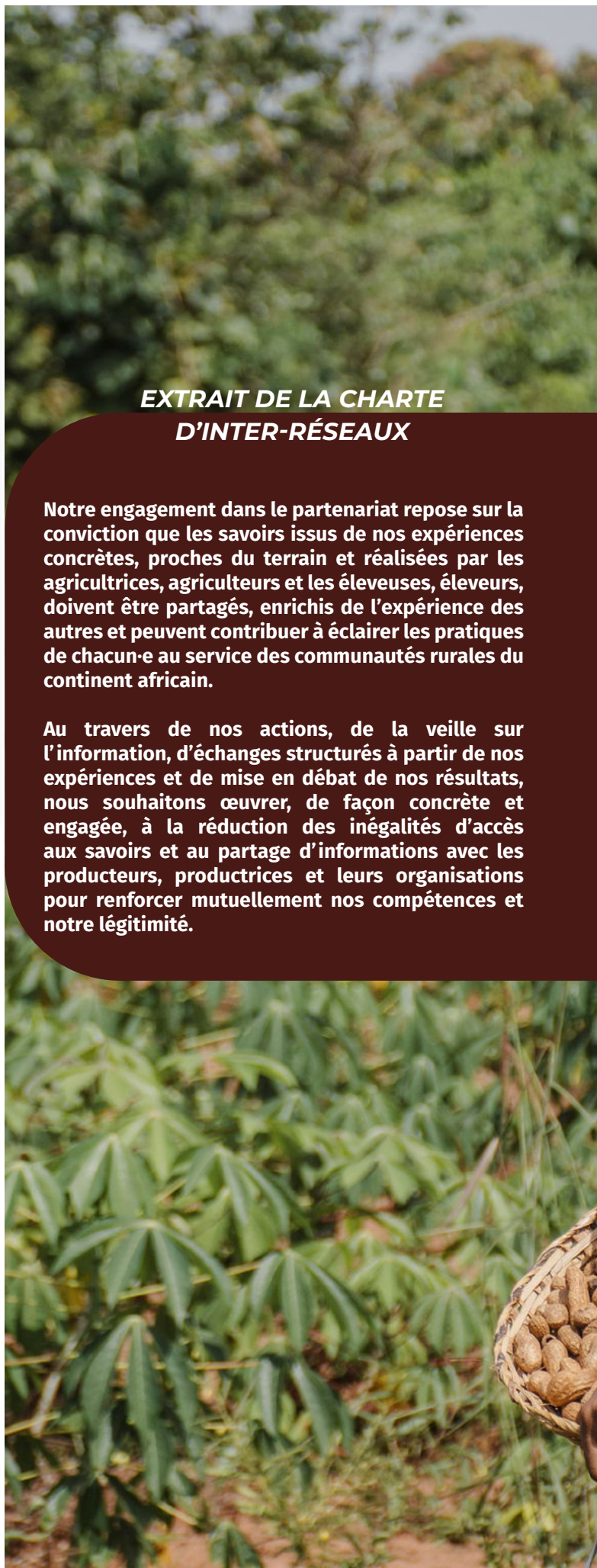
51 Membres avec une diversité à l'image du public d'IR

En 2023, 51 membres présents dans 37 pays d'Afrique, dont 28 organisations et 23 membres individuels. Parmi les 28 organisations, 12 sont africaines.

6 organisations issues du monde agricole (organisations régionales de producteurs-trices et agri-agences), 18 organisations de développement agricole (associations, bureaux d'études, think tanks), 4 organisations de communication pour le développement (associations, agence de communication).

Le réseau représente plus de 20 millions de producteur-riche-s, plus de 60 000 militant-e-s ou membres indirects et plus de 2 800 professionnels du développement.

	Femmes	Hommes
Personnes représentant les organisations européennes	5	10
Personnes représentant les organisations africaines	4	9
Membres individuels européens	4	14
Membres individuels africains	0	5
TOTAL	13	38
	25 %	75%



### EXTRAIT DE LA CHARTE D'INTER-RÉSEAUX

**Notre engagement dans le partenariat repose sur la conviction que les savoirs issus de nos expériences concrètes, proches du terrain et réalisées par les agricultrices, agriculteurs et les éleveuses, éleveurs, doivent être partagés, enrichis de l'expérience des autres et peuvent contribuer à éclairer les pratiques de chacun-e au service des communautés rurales du continent africain.**

**Au travers de nos actions, de la veille sur l'information, d'échanges structurés à partir de nos expériences et de mise en débat de nos résultats, nous souhaitons œuvrer, de façon concrète et engagée, à la réduction des inégalités d'accès aux savoirs et au partage d'informations avec les producteurs, productrices et leurs organisations pour renforcer mutuellement nos compétences et notre légitimité.**

## ➔ Quatre nouveaux membres au sein de l'AG

Le Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre (RESCAR-AOC) est une plateforme multi-acteurs intervenant dans le conseil agricole et rural en Afrique de l'Ouest et du Centre. Il est membre du Forum africain des services de conseil agricoles (AFAAS) et du Forum mondial des services de conseil rural (GFRAS). Le RESCAR-AOC s'aligne sur les buts et les principes directeurs de ces organisations. Il milite pour des synergies et des partenariats aussi bien avec AFAAS, GFRAS et tout autre acteur du développement agricole et rural sur la base du principe de subsidiarité. IR et le RESCAR-AOC sont partenaires dans le cadre du projet ACOTAF et IR a soutenu ce nouveau membre dans sa structuration qui a abouti à sa reconnaissance officielle au Burkina en 2023.



Créée en 1973, Acting for Life est une ONG française de solidarité internationale apolitique et non confessionnelle. Elle a pour objectif de lutter contre la pauvreté grâce à l'émergence d'organisations locales répondant aux défis de l'exclusion et du changement climatique, en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine. IR est en partenariat depuis plusieurs années sur la question du pastoralisme.

ACTING  
FORLIFE

François Doligez, membre individuel d'Inter-réseaux, continue d'apporter ses précieuses contributions dans les domaines de la veille d'information ainsi que sur ses priorités de travail, notamment la politique et le financement des systèmes agricoles et alimentaires. François Doligez a été de nombreuses années membre du CA d'IR et même président du réseau en tant que représentant de l'IRAM.



Joachim Saizonou, membre individuel d'Inter-réseaux, est un journaliste spécialiste du secteur rural à la retraite. Il a déjà collaboré avec Inter-réseaux en tant que membre du comité de rédaction du « *Grain de sel* » et des bulletins thématiques.



## ➔ Le bénévolat, une force d'IR

Au-delà de l'implication de son équipe permanente, de sa gouvernance, IR mobilise des personnes dans les moments de débats, de construction de publication, etc. En 2023, les bénévoles se sont mobilisés pour construire les débats en AG, pour préparer les bulletins de veille thématiques, les numéros de *Grain de sel*, les Synthèses, relire des notes et capitalisations, etc. Au-delà des membres, des personnes, organisations proches d'IR sans en être membre ont aussi apporté leur temps et leur savoir. Au total, une centaine de personnes qui se sont mobilisées sur l'année 2023 pour faire vivre l'esprit "inter-réseaux".



Inter-réseaux est membre de la Cité du Développement Durable, association basée sur le site du Campus d'agronomie tropical - René Dumont à Nogent sur Marne (France). Elle regroupe des acteurs mobilisés sur le développement durable, en particulier dans les pays du Sud : ce sont des ONG, des structures de recherche et d'enseignement supérieur, des bureaux d'études et l'AFD.

## Gouvernance

Lors de l'Assemblée Générale des 7 et 8 juin 2023, qui a réuni à Nogent-sur-Marne, à Ouagadougou et en distanciel 31 membres, les sujets prioritaires discutés ont été la construction du POS et les thèmes de travail pour Inter-réseaux pour les trois prochaines années, ainsi qu'une session thématique dédiée à l'impact de l'inflation sur les systèmes alimentaires et les acteurs du développement rural.

Le Conseil d'Administration est composé de 10 personnes élues pour trois ans. Il a été renouvelé pour partie et est désormais composé comme suit.

### Collège des organisations membres

- Agence Corade représentée par Gifty Narh Guiella, qui est présidente d'Inter-réseaux
- Agronome et Vétérinaires sans Frontières (AVSF) représenté par Romain Valleur
- Initiative prospective agricole et rurale (Ipar) représenté par Cheikh Oumar Ba
- INADES Formation, représenté par Sena Adessou, vice-président
- Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (Iram) représenté par Damien Halley des Fontaines, secrétaire général
- LARES, représenté par Farida Aboudou
- Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest (Roppa) représenté par Assimarou Gnassingbé
- SOS Faim Luxembourg représenté par Raymond Weber

### Collège des membres individuels

- Liora Stührenberg
- Jean-Luc François, Trésorier

## Organisation et fonctionnement de l'équipe technique

Au 31 décembre 2023, l'Equipe technique est organisée comme suit :

### À Nogent-sur-Marne, France

- Christophe Jacqmin – Directeur
- Sylvie Lopy – Assistante de Direction
- Emilie Langlade – Coordinatrice de la revue *Grain de sel*

### À Ouagadougou, Burkina-Faso

- Laurent Quenum – Chargé de mission, animateur réseau
- Marie-Joséphine Ouédraogo – Chargée de communication
- Alida Ouoba – Assistante logistique et financière

### À Cotonou, Bénin

- Yvon Saroumi – Chargé de mission, animateur réseau

### À Montpellier, France

- Éric Bernard – Représentant Afrique de l'Ouest et du Centre
- Léa Dehorter - Appui à mi-temps sur la veille

Equipe IR



## Un séminaire d'équipe à Ouagadougou en février 2023

Du 6 au 10 février 2023, l'équipe technique a organisé son séminaire annuel en hybride, en partie à Ouagadougou, en partie en visioconférence. Ce séminaire était centré sur la préparation du programme triennal 2024-26 et de son articulation avec le Plan d'Orientation Stratégique 2024-2028, alors en cours d'élaboration.

Les séminaires d'équipe sont l'occasion de se réunir avec les membres et les partenaires présents.

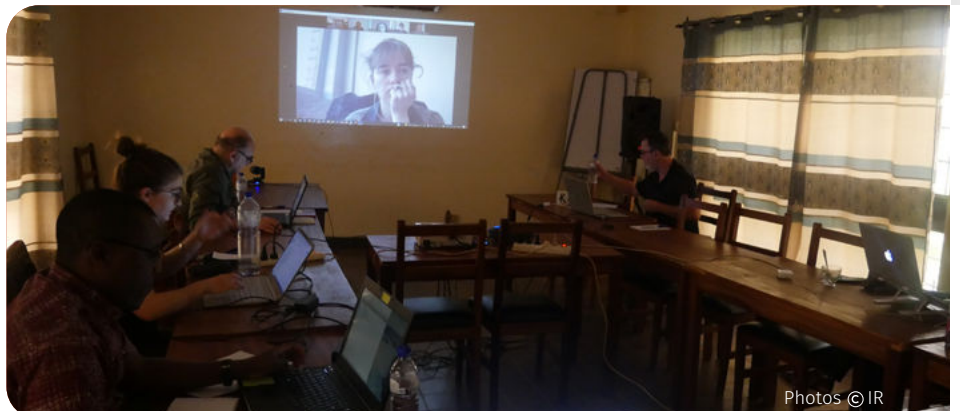
## Une équipe présente sur 4 sites

Depuis avril 2023, l'équipe est répartie dans quatre villes. Le siège de l'association reste à Nogent sur Marne, le bureau régional Afrique de l'Ouest et du Centre reste à Ouagadougou. Yvon Saroumi (chargé de mission) est maintenant basé au Bénin où se trouvent plusieurs membres individuels d'IR. Yvon est installé à Cotonou dans les locaux du Larès. Eric Bernard (représentant Afrique de l'Ouest et du Centre) est à Montpellier, ville où se trouvent aussi d'autres membres d'IR (Iram, RiFAR, C4D ainsi qu'un membre individuel).

Cette évolution qui est une conséquence de la situation sécuritaire, permet de rapprocher l'équipe technique des membres et de partenaires potentiels.

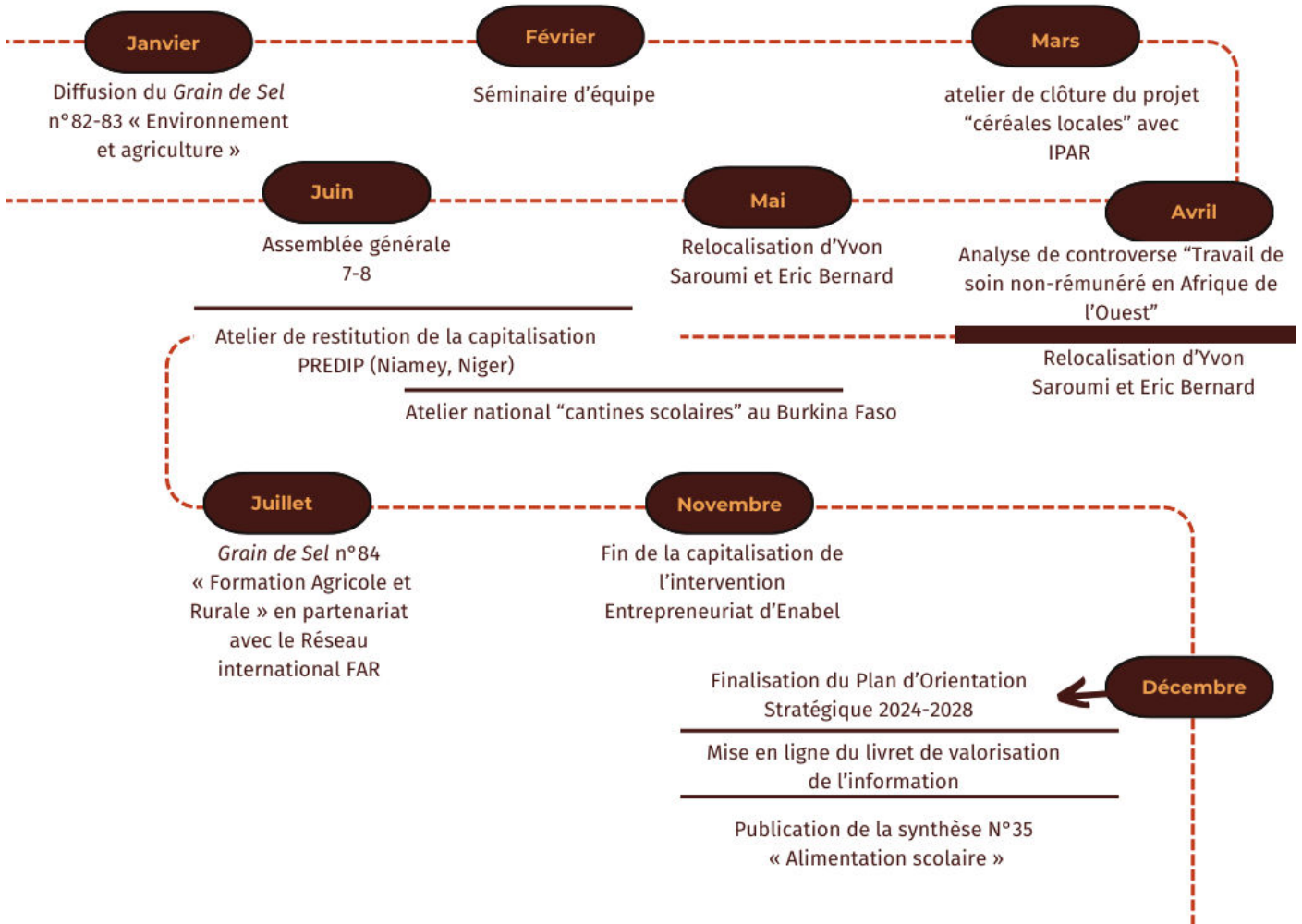


Séminaire d'équipe 2023



Photos © IR

# Quelques faits marquants pour IR en 2023



# 01

---

## **CAPITALISER POUR RENFORCER SES CAPACITÉS**

---

Inter-réseaux met à disposition de ses membres et partenaires ses compétences et savoir-faire en matière de gestion des connaissances et de capitalisation. Pour cela, Inter-réseaux est associé à un certain nombre d'initiatives, de programmes et projets portés par ses membres ou partenaires et pour lesquels capitalisation et gestion de l'information sont planifiées. Inter-réseaux accompagne des processus de capitalisation avec comme objectif de renforcer les capacités de ses membres dans ce domaine. En outre, Inter-réseaux appuie ses membres dans la production et la valorisation de contenus.

### Dispositif « animation pays » autour du Consommer Local - Cantines scolaires approvisionnées en circuits courts en Afrique de l'Ouest



Depuis 2020, Inter-réseaux appuie le CFSI dans le déploiement du dispositif « Animation-Pays au Bénin, au Burkina Faso, au Togo et au Sénégal. Dans le cadre du programme Pafao (promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest), cette initiative vise à renforcer les réseaux mobilisés pour le « consommer local » comme moyen de réalisation du droit à l'alimentation. Elle met l'accent sur l'alimentation scolaire avec des cantines approvisionnées en circuits courts.

Les 22 et 23 juin 2023, les acteurs burkinabè impliqués dans les initiatives d'alimentation scolaire se sont retrouvés à Ouagadougou pour **un atelier de réflexion sur les modalités de pérennisation et de mise à l'échelle des acquis en matière d'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts avec les OP**. Cet atelier porté par la Confédération Paysanne du Faso (CPF) a été organisé avec l'appui d'Inter-réseaux dans le cadre du dispositif « Animation-Pays ».

En septembre 2023, l'équipe d'Inter-réseaux a participé à l'animation du Séminaire international du programme Terres nourricières, axé sur le thème « Solutions pour des systèmes alimentaires durables », organisé à Paris par le CFSI, la Fondation de France, en collaboration avec le Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (Roppa) et Jafowa.

En plus des échanges entre acteurs, une composante majeure du dispositif « Animation-Pays » concerne la production et la gestion des connaissances. Dans ce domaine, Inter-réseaux a appuyé le CFSI dans la mise à jour de l'état des lieux de l'alimentation scolaire au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et au Togo. Toujours en 2023, Inter-réseaux a mené des entretiens avec divers acteurs, valorisés sous forme de fiches d'expériences, portant

notamment sur le plaidoyer pour l'intégration des produits locaux dans l'approvisionnement des cantines scolaires au Bénin, **l'approvisionnement des cantines scolaires en riz local au Burkina Faso**, et **l'expérience d'un élu communal du Burkina Faso concernant l'approvisionnement des cantines scolaires de la commune de Sabcé par les organisations de producteurs**. La diffusion de ces trois fiches ainsi que celle de la version actualisée de l'état des lieux sont prévues pour le premier trimestre 2024.

Dans le même domaine de production de connaissances, une Synthèse (format IR) a été réalisée et diffusée en décembre 2023. Intitulée « Alimentation scolaire liée à la production locale : enjeux et contributions au développement en Afrique de l'Ouest », cette synthèse a été élaborée de manière collaborative et valorise les éléments discutés lors des échanges et débats organisés dans le cadre du dispositif « Animation-Pays ».



## Capitalisation au fil de l'eau des expériences du PREDIP



Depuis 2021, Inter-réseaux accompagne la capitalisation au fil de l'eau des expériences du PREDIP (Programme Régional de Dialogue et d'Investissement pour le Pastoralisme et la transhumance au Sahel et dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest).

Cette initiative financée par l'Union Européenne vise à renforcer la contribution du pastoralisme et de la transhumance transfrontalière à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, au développement socio-économique équitable et à l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. Elle était déclinée en cinq composantes. La Composante 1 était le Service Régional d'Information Pastorale (SRIP), la Composante 2 était le Projet Régional de Dialogue pour une Transhumance Apaisée en Afrique de l'Ouest (PRODIATA) dans lequel étaient impliqués des membres d'Inter-réseaux (SNV, APSS, ROPPA, RBM), la Composante 3 était le Projet d'Appui à la Mobilité du

Bétail pour un meilleur Accès aux Ressources et aux Marchés (PAMOBARMA) mis en oeuvre par Acting for Life, la Composante 4 était le Contrôle des Maladies Transfrontalières en Afrique de l'Ouest (COMATAO), la coordination régionale représentant la Composante 5.

En début d'année, Inter-réseaux était présent à Abuja pour la 8e réunion du comité de pilotage du PREDIP pour discuter de l'avancement de ce processus de capitalisation, puis à Cotonou pour un atelier de relecture et de validation des fiches de capitalisation.

Ce processus s'est terminé en 2023 par l'animation de l'atelier de validation du rapport global de capitalisation des expériences du PREDIP fin juin 2023, à Niamey.

Les documents produits sont disponibles **sur le site du CILSS**.



# Intervention Entrepreneuriat d'Enabel dans la région Centre-Est du Burkina Faso



Cet accompagnement à la capitalisation de l'intervention Entrepreneuriat d'Enabel dans la région Centre-Est du Burkina Faso, initiée en 2022, a été finalisée en 2023. Un atelier de finalisation s'est tenu en juin 2023 à Ouagadougou. 12 fiches synthétiques augmentées de 2 infographies dynamiques ont été produites.

Outre le renforcement des capacités des experts d'Enabel Burkina Faso en matière de capitalisation, et la réalisation de trois capitalisations transversales en partenariat avec Corade, cette activité donnera lieu en 2024 à une diffusion des produits sous la forme d'un bulletin de veille thématique.

**L'approche communautaire dans la filière arachide**  
Comment renforcer l'accessibilité aux semences de variétés améliorées ?

Fiche d'expérience

**Messages clés**

- 1. Identifier les acteurs clés de la filière arachide pour renforcer l'accessibilité aux semences de variétés améliorées.
- 2. Développer des programmes de semences de variétés améliorées accessibles aux producteurs.
- 3. Mettre en œuvre des stratégies de communication et de formation pour sensibiliser les producteurs.

**Approche multisectorielle dans le cadre de projets et programmes de développement**  
L'expérience de l'Intervention Entrepreneuriat dans le Centre-Est du Burkina Faso

Fiche d'expérience

**Messages clés**

- 1. L'approche multisectorielle favorise l'impact des interventions de développement.
- 2. Les acteurs clés de la filière arachide sont impliqués dans le processus de développement.
- 3. L'approche multisectorielle permet de répondre aux besoins des producteurs.

## Gold for Climate (RBM)



Les plaquettes de valorisation des approches innovantes du projet Gold for Climate ont été présentées en janvier lors d'un atelier national organisé par le RBM à Ouagadougou, mettant fin à ce projet initié en 2022.

Ces deux plaquettes sont disponibles ici : **Le dialogue entre miniers et agropasteurs pour réduire les conflits**

## Prendre en compte des besoins des agropasteurs dans les communes minières

**LE DIALOGUE ENTRE MINIERES ET AGROPASTEURS POUR RÉDUIRE LES CONFLITS**  
LES APPROCHES INNOVANTES DU PROJET GOLD FOR CLIMATE N°1

Le dialogue entre miniers et agropasteurs pour réduire les conflits est un enjeu majeur de développement durable. Le projet Gold for Climate vise à promouvoir des approches innovantes de dialogue et de médiation entre les acteurs de la filière minière et agricole.

**Le projet GOLD FOR CLIMATE est mis en œuvre par le Réseau Bilhal Maroc (RBM) et ses partenaires, à travers un financement de l'Union Européenne, dans le cadre de l'axe de coopération de l'Union Européenne et du Burkina Faso.**

**PERSPECTIVES**  
Faciliter le dialogue entre miniers et agropasteurs. L'expérience pilote du projet Gold for Climate

Le projet Gold for Climate est mis en œuvre par le Réseau Bilhal Maroc (RBM) et ses partenaires, à travers un financement de l'Union Européenne, dans le cadre de l'axe de coopération de l'Union Européenne et du Burkina Faso.

**Objectifs de la stratégie :**

- 1. Faciliter le dialogue entre miniers et agropasteurs.
- 2. Promouvoir des approches innovantes de dialogue et de médiation.
- 3. Réduire les conflits entre miniers et agropasteurs.

**PRENDRE EN COMPTE DES BESOINS DES AGROPASTEURS DANS LES COMMUNES MINIERES**  
LES APPROCHES INNOVANTES DU PROJET GOLD FOR CLIMATE - N°2

Le projet Gold for Climate est mis en œuvre par le Réseau Bilhal Maroc (RBM) et ses partenaires, à travers un financement de l'Union Européenne, dans le cadre de l'axe de coopération de l'Union Européenne et du Burkina Faso.

**Objectifs de la stratégie :**

- 1. Prendre en compte les besoins des agropasteurs dans les communes minières.
- 2. Promouvoir des approches innovantes de dialogue et de médiation.
- 3. Réduire les conflits entre miniers et agropasteurs.

**LES BESOINS DES AGROPASTEURS**

Le projet Gold for Climate vise à promouvoir des approches innovantes de dialogue et de médiation entre les acteurs de la filière minière et agricole.

**Objectifs de la stratégie :**

- 1. Prendre en compte les besoins des agropasteurs dans les communes minières.
- 2. Promouvoir des approches innovantes de dialogue et de médiation.
- 3. Réduire les conflits entre miniers et agropasteurs.



En 2023, Inter-réseaux et IPAR ont poursuivi leur collaboration dans le cadre du projet « Promotion du consommer local à travers la valorisation des céréales locales et la connexion aux marchés », financé par le CFSI et la Fondation de France dans le cadre du programme Pafao. Inter-réseaux a appuyé l'organisation de l'atelier final dudit projet en mars 2023 à Dakar. Lors de cet atelier, Inter-réseaux a animé un temps d'échange sur la base d'une communication intitulée « Cadrage autour de l'accès aux marchés institutionnels ».



En partenariat avec l'IPAR, en 2023, Inter-réseaux a élaboré différents produits de connaissances notamment deux factsheet, l'une consacrée au mil et l'autre au

maïs au Sénégal et une note politique « Promotion du «consommer local» au Sénégal : Comment renforcer la consommation du mil, du maïs et des produits dérivés ? ». Cette note s'inspire des résultats des travaux de recherche conduits dans le cadre du projet par IPAR, ainsi que les éléments discutés lors de l'atelier de clôture du projet. L'ensemble de ces produits de connaissances sont en cours de maquettage et seront diffusés courant 2024.

En 2023, le projet « Partenariats, Plaidoyers et Partages de savoirs en faveur de la prise en compte du Mil et produits dérivés dans les achats institutionnels au Sénégal et en Afrique de l'Ouest (3P-MILSAO) » a été lancé. Porté par IPAR en partenariat avec IR, ce projet s'inscrit également dans le Pafao. Il a 3 objectifs : i) comprendre et renforcer le processus de collaboration entre acheteurs institutionnels et fournisseurs que sont les entreprises agro-alimentaires de transformation de mil et les OP ; ii) renforcer l'implication des organisations de consommateurs dans le plaidoyer en vue de la promotion du consommer local au niveau des marchés institutionnels ; iii) Créer une interconnexion entre les entreprises de transformation ou producteurs et les marchés institutionnels. Inter-réseaux est chargé des activités de gestion de connaissances, avec la mise en place et l'animation de groupes de discussions, l'élaboration de produits de connaissances sur la base des échanges entre les acteurs, et l'appui à la capitalisation du projet.



En 2023, le projet « Ensemble pour un dialogue politique qui booste les achats des produits locaux (Pro-locaux) » est arrivé à son terme. Pour rappel, le projet Pro-locaux est une initiative du ROPPA en partenariat avec Inter-réseaux, qui bénéficie du soutien du CFSI et de la Fondation de France dans le cadre du Pafao. Pro-locaux a pour finalité l'accroissement de la part des produits issus des exploitations familiales sur les marchés domestiques et régionaux en pesant sur les politiques publiques agro sylvo- pastorales et halieutiques.

Dans le cadre du Pro-locaux, Inter-réseaux était chargé de la gestion des connaissances, en l'occurrence l'appui à la capitalisation des mesures politiques en faveur du « consommer local » dans les pays couverts par le projet. IR a appuyé les plateformes nationales du Roppa impliquées dans le projet (la CPF, la CTOP, le CNCR, la PNOPPA, la

FONG), dans les processus de capitalisation par pays. Sur cette base, Inter-réseaux a élaboré deux produits de connaissances. Une note régionale de capitalisation fait la synthèse des leçons apprises des interventions des acteurs étatiques en soutien aux filières agricoles locales en Afrique de l'Ouest, avec un focus sur le Burkina Faso, le Sénégal, et le Togo. Une note politique « Promotion du «consommer local» en Afrique de l'ouest : comment renforcer les interventions des acteurs étatiques en soutien aux filières agricoles locales ? » est destinée aux décideurs tant au niveau pays qu'à l'échelle régionale. Les deux produits de connaissances sont en cours de maquettage et seront diffusés au cours de l'année 2024.

# 02

---

## DÉBATTRE ET PRODUIRE DE NOUVELLES CONNAISSANCES

---

Cet axe, comme le suivant, participe à la mission d'information collective d'Inter-réseaux. L'animation de cycles thématiques d'échanges, la réalisation de publications participatives en collaboration étroite avec les membres et partenaires (Grain de sel, Synthèse d'Inter-réseaux, Bulletins de veille spéciaux) contribue grâce aux partages d'informations et d'expériences à la production de nouvelles connaissances.

## Secteur privé & structuration des filières

### Partager et débattre des résultats clés de l'étude secteur privé au Burkina Faso



A la suite à l'étude menée en 2022 par Inter-réseaux (**étude de cas sur le secteur privé dans les filières agro-alimentaires au Burkina Faso**) qui propose un état des lieux des acteurs et une cartographie des dispositifs d'appuis, une visioconférence débat s'est tenue en juin 2023. 25 personnes ont participé : représentants des organisations paysannes, des partenaires techniques et financiers, dont le Ministère français de l'agriculture et de l'alimentation, des entreprises de l'agroalimentaire burkinabé, interprofessions, projets de développement.



## Secteur privé & structuration des filières



IR est partenaire du projet ACOTAF qui a pour objet de **renforcer le conseil agricole pour accompagner les Transitions agroécologiques de l'Agriculture Familiale en Afrique sub-saharienne**. Il est mené en consortium avec le Rescar-AOC (Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre) et l'Iram sous la direction du CIRAD et financé par le Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères français depuis 2021. En 2023 les actions ont été placées sous le signe du partage des connaissances. Une base de ressources documentaires issues de la publication de 5 études pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée et Niger) et d'une étude transnationale a alimenté les échanges entre les partenaires. En juin 2023, un atelier

a permis de partager des expériences et des acquis sur la place du conseil dans la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest. Les temps d'échange et la diffusion de contenu se poursuivront en 2024 dernière année du projet. Plusieurs sujets sont à l'ordre du jour : a) la prise en compte du genre dans le conseil en agroécologie ; b) l'agroécologisation du conseil agricole en Afrique de l'Ouest et c) la customisation de l'agroécologie pour le conseil agricole à travers un essai de profilage et de caractérisation des attitudes des conseillers agricoles en agroécologie.

## Elevage et pastoralisme



En décembre 2022, une initiative commune d'AVSF avec Inter-réseaux, l'Iram, le Gret et AFL a préparé l'année internationale des parcours et des pasteurs (IYRP) pour 2026.

En 2023, le groupe de travail a examiné sa participation au colloque P2CG sur l'agro-pastoralisme, prévu en novembre 2024 à Dakar. La collaboration entre les ONG a apporté des expériences et des leçons, avec des options claires pour promouvoir un pastoralisme durable, notamment à travers des publications, plénières, sessions thématiques et side events. Les échanges se poursuivront en 2024 pour développer une stratégie d'information et de communication pour le groupe de soutien Afrique de l'Ouest et du centre.

En 2023, un Bulletin de veille thématique (n°468) a exploré la corrélation entre le pastoralisme et l'environnement, offrant des pistes pour des choix stratégiques. Cela complète des articles du Grain de Sel (n°82/83) diffusé début 2023 en lien avec l'élevage et le pastoralisme : un **entretien** sur les impacts réciproques de l'élevage pastoral et de l'environnement ; l'**article** de Gold for

Climate sur le dialogue entre miniers et agropasteurs ; et un **portrait** de la fondatrice de l'Association des Femmes Peules Autochtones du Tchad.



### Portrait

#### Hindou Oumarou Ibrahim, la voix des femmes nomades

et in fine sur la production de lait de nos vaches. Notre économie et notre sécurité alimentaire sont en danger. Cette vulnérabilité des nomades impacte aussi nos modes d'organisation sociale : sans ressources et sans diplôme, les hommes partent chercher du travail journalier et mal rémunéré en ville. Les migrations internes sont bien plus importantes que les migrations "internationales". Dans ce schéma, les femmes et les enfants sont laissés derrière et s'occupent de tout. Ces déplacements créent aussi des tensions intercommunautaires, comme par exemple autour du lac Tchad.

Les communautés nomades valorisent les espaces fragiles et hostiles depuis des millénaires, notamment par le biais des troupeaux, qui entretiennent le paysage et apportent de la matière organique. Elles se transmettent des savoirs autochtones traditionnels de génération en génération, mais ces savoirs sont mal reconnus, souvent méprisés, et dévalorisés face à la science. Ils ont pourtant beaucoup à apporter en ce qui concerne l'environnement, l'adaptation, car notre mode de vie c'est par définition de l'adaptation au milieu. Nos savoirs sont en grande partie tirés de l'observation du ciel, du vent, de la biodiversité, des animaux et de leurs comportements, et ce depuis très longtemps. L'attitude condescendante qui leur est réservée doit changer : il faut permettre à ces deux types de savoirs de se côtoyer, de se compléter. Nos communautés ne sont pas fermées du tout à la science, mais celle-ci n'a pas pour rôle de venir "vérifier" la fiabilité de nos savoirs. L'APPAT a dans ce sens initié une cartographie participative en 3 dimensions permettant d'associer les peuples autochtones, les communautés locales et les femmes à la gestion des ressources naturelles. La réalisation de la carte s'est basée sur les connaissances traditionnelles autochtones montrant l'utilisation des terres, les routes traditionnelles de migration du bétail, les caractéristiques de l'écosystème, et de l'information sur la biodiversité. Le projet a ainsi permis d'identifier des espèces d'arbres à protéger, mais a aussi permis la construction d'un dialogue entre les différents communautés pour résoudre les conflits liés à l'usage des terres et la participation des communautés dans la planification et la prise des décisions pour le développement. Il est urgent aujourd'hui de reconnaître et de respecter ces savoirs à leur juste valeur, heureusement les choses avancent. L'accord de Paris y fait référence, et cet accord en amont de la COP27, nous avons organisé une plateforme d'échanges sur les savoirs autochtones entre les continents africain et asiatique, réunissant des représentants de cinquante pays. Cela dans le but de réfléchir collectivement comment mieux valoriser ces savoirs et faire front commun dans les revendications des négociations à venir.

La COP27 a permis d'inscrire les pertes et préjudices dans les textes, c'est une avancée majeure. Mais les objectifs d'émissions n'ont pas été revus, les financements promis pour l'adaptation ne sont toujours pas atteints par ailleurs. Pourtant on voit bien que la situation géopolitique que traverse l'Europe fait bouger les lignes rapidement. Les négociations internationales sont très décevantes et loin d'être à la hauteur. L'avenir de l'humanité est pourtant en jeu ■

## Transition agroécologique

Le numéro 85 de **Grain de sel** (GDS) aborde le chemin parcouru et les évolutions en cours dans les approches de la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest. Il a été conçu en partenariat avec l'Iram qui a consacré **sa Journée d'études le 29 juin 2023** à la question «Comment accompagner les transitions agroécologiques dans les Suds ?». Le Bulletin de **veille thématique 460**, comprenant 27 ressources a été publié en amont de cette journée d'étude. Cela a permis de montrer un large panorama des enjeux autour de l'accompagnement des transitions agroécologiques, à des échelles variées (accompagnement de terrain, rôle des structures

intermédiaires en lien notamment avec le conseil agricole, le financement, et intégration de l'agroécologie dans les politiques publiques nationales et régionales). Ce partenariat autour des transitions agroécologiques poursuit les débats ouverts dans le **Grain de sel** n°63 paru il y a tout juste 10 ans.

La coordination de Grain de sel, a permis la passation de poste entre Alexandra Quet et Emilie Langlade. Ce **GDS 85** a été publié début 2024.

## Stocks et réserves alimentaires

Dans le cadre de la phase intermédiaire du « Projet d'Appui au Stockage de Sécurité Alimentaire en Afrique de l'Ouest », mise en œuvre par la CEDEAO à travers l'ARAA avec l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD) et de la Banque mondiale, Inter-réseaux a été mobilisé par l'Iram pour la préparation et l'animation de l'atelier régional de validation des Référentiels Régionaux sur le Stockage de Proximité en Afrique de l'Ouest. Cet atelier, qui s'est tenu en novembre à Lomé, a vu la contribution d'Inter-réseaux dans plusieurs domaines : (i) une analyse de l'évolution du contexte régional en

lien avec le stockage de proximité ; (ii) l'actualisation des référentiels régionaux sur le stockage de proximité ; (iii) la définition des modalités d'animation de l'atelier ; (iv) la préparation des supports de communication ; (v) l'animation de l'atelier et le rapportage.

# 03

---

## **DIFFUSER L'INFORMATION POUR PARTAGER LE SAVOIR**

---

Par des outils et des démarches variées, IR contribue à briser les barrières informationnelles et à faciliter l'échange de savoirs. Des stratégies de communication efficaces font du partage de l'information une force transformatrice et un levier de renforcement et d'autonomisation des acteurs du développement agricole et rural.

## Une analyse de controverse

Le 25 avril 2023, IR a publié une **Analyse de controverse – Travail de soin non rémunéré en Afrique de l’Ouest**.



Cette analyse a été réalisée à la suite de la publication du **Bulletin de veille n°381** spécial genre et développement rural et du **Grain de sel n°80** «Les savoirs féminins : quelle

contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ?», Inter-réseaux a exploré la question sous l’angle de la protection sociale comme solution à la problématique du travail non rémunéré. Les échanges au sein du réseau ont fait ressortir plusieurs controverses sous-jacentes regroupées dans une **cartographie interactive** et mise en ligne dans IR Interactif.

La présidente de l’Iram, Isabelle Droy, a cité cette analyse lors de la journée d’études Iram en juin 2023, expliquant que l’Iram avait une longue histoire sur la prise en compte du genre. Pour elle «cette synthèse très intéressante permet de voir toutes les difficultés, charges et les blocages rencontrés par les femmes, ce qui bloque notamment l’accès à la formation et à la réalisation de certains travaux».

## Un GDS en partenariat



Le **GDS 84 «Formation Agricole et rurale : la clef des champs ?»** conçu en partenariat avec le réseau FAR (membre d’Inter-réseaux depuis 2021), a été publié le 11 juillet 2023. Au-delà de sa mission de production et de valorisation de connaissances, GDS est un outil majeur d’animation du réseau, même si une grande partie de la valeur ajoutée du processus reste invisible : l’animation du groupe de travail, ses réflexions, le travail collectif de commentaires et de relectures des articles. Le processus éditorial en lui-même a donc ici été l’occasion de partager à la fois les outils de travail, le temps et les responsabilités d’animation avec notre membre partenaire.

Cette dynamique collaborative renforcée a eu une forte valeur ajoutée. Pour Inter-réseaux, cela a été l’occasion de bénéficier de l’expertise thématique d’un de ses membres. Pour le Réseau FAR, cela a permis de collaborer avec d’autres membres d’IR, de bénéficier des compétences d’IR en matière de gestion et animation de projet éditorial et de toucher un public plus large en Afrique et en Europe.

Pour Marie Picard, une des deux correspondantes du Réseau FAR qui ont co-piloté pendant 6 mois le GDS 84 : «Notre collaboration avec Inter-réseaux sur le Grain de Sel a été une belle opportunité de mise en réseau d’acteurs de la formation et du conseil agricole, autour de la création d’une ressource commune. Cela a permis des échanges riches, une valorisation de l’expertise des membres du Réseau FAR en matière de formation agricole et une audience élargie d’acteurs du développement

rural. Cette expérience éditoriale était une première pour beaucoup de membres du réseau et pour l’équipe, c’était très stimulant et nous avons collectivement renforcé nos compétences ! Ensemble on va plus loin.»



# Deux synthèses

**La Synthèse n°34 : Coup d'oeil sur l'agriculture et les politiques agricoles au Niger** (novembre), rédigée par Vital Pelon et avec la contribution de Patrick Delmas (RECA), Mado Diakité (experte indépendante en Sécurité alimentaire), Kanta Manzo (DASEP/MP), Boubacar Alzouma (GAJEL), Amadou Ousmane (FCMN), Sébastien Subsol (ingénieur agronome), Ibrahim Diiori (Alternative Espace Citoyen), Marie Hur (Inter-réseaux).

**La Synthèse n°35 : Alimentation scolaire liée à la production locale : enjeux et contributions au développement en Afrique de l'Ouest** (décembre). Cette synthèse a été élaborée dans le cadre du dispositif « Animation-Pays » mis en place par le CFSI et la Fondation de France dans le cadre du programme de Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest (Pafao). (Cf. autre paragraphe dans ce rapport).



# La veille informationnelle

Sur le site web, 691 nouvelles ressources ont été relayées sur des thèmes et des espaces extrêmement variés. Une réflexion sur la diversité des thèmes et des espaces a, par ailleurs, été enclenchée pour identifier les manques ou les limites dans l'analyse des sources d'information.

la façon de gérer la masse grandissante de documents numériques en général et sur la présentation d'un outil de gestion documentaire en particulier : Zotero.

Au titre du partage des connaissances sur les outils et les méthodes, un atelier virtuel sur la gestion des documents numériques a été organisé en février 2023. Il portait sur



Ces ressources ont fait l'objet, pour une partie d'entre elles, de diffusion à nos 12 000 abonnés, dans 23 numéros du bulletin de veille, dont quatre étaient thématiques (n°453 "Formation agricole et rurale", n°460 "Transitions agroécologiques", n°465 "Gestion de la fertilité des sols en Afrique de l'Ouest" et n°468 "Pastoralisme et environnement").

## Valorisation



Depuis plusieurs années, une réflexion a été conduite pour améliorer l'impact de l'information et l'évolution des produits d'information après leur réalisation. Les réflexions conduites dans ce cycle thématique sur la valorisation ont été regroupées dans un livret mis en ligne en fin d'année 2023. Ce livret propose des stratégies et activités concrètes.

La valorisation est désormais un axe important, intégré à la plupart des actions d'Inter-réseaux.

## Webreportage : "Nous n'abandonnerons pas"



En partenariat avec Corade et Jade Productions, un **webreportage sur l'adaptation des organisations de développement au contexte sécuritaire dans la région Est du Burkina Faso** a été réalisé, avec l'appui de la Direction Régionale Sahel de l'AFD.

Le reportage combine ainsi du texte, des photographies, de la vidéo, du son, des infographies interactives et des cartes dynamiques. Bien qu'anonymisé pour d'évidentes raisons de sécurité, il est basé sur des entretiens longs qui ont été collectés auprès de plusieurs organisations burkinabè actives dans la région Est.



## Communication et diffusion

Des changements importants à la fois dans les algorithmes de Google qui est une source importante de trafic et dans les modalités de comptage de l'outil Google utilisé conduisent à un certain plafonnement de l'usage du site web.

En revanche, les médias sociaux ont connu un essor considérable en 2023, en particulier LinkedIn qui a doublé le nombre de ses abonnés.



## 2023 : IR DIGITAL EN QUELQUES CHIFFRES

▶ **106 000** sessions web par **75 000 utilisateurs**

▶ **166 000** accès aux pdf via Google

soit par mois

- 9 000 sessions web
- 14 000 accès directs aux PDF

▶ pour **18 000** articles en ligne

**Abonnés**

f

5500

X

1530

in

9000

▶

170

**La liste de diffusion des publications compte désormais plus de 12 000 abonnés.**

Si la liste de diffusion des publications compte toujours plus de 12 000 abonnés, sans changements majeurs par rapport à l'année précédente, il faut signaler que c'est par un effort accru de nettoyage de cette liste de l'ensemble des adresses non-fonctionnelles. La liste n'a pas grandi

en 2023, mais elle est plus efficace.

Tous ces investissements de la part de l'équipe technique ont reçu l'appui d'Humundi et de différents membres.

## Evolution des outils de communication numérique sur 3 ans

Entre le début de l'année 2021 et la fin de l'année 2023, on constate des évolutions importantes de trafic et d'abonnement sur les outils numériques d'Inter-réseaux.

Augmentation de **68%** du nombre de visites annuelles sur le site web

Augmentation de **112%** du nombre d'abonnés Facebook (de 2600 à 5500 abonnés)

Augmentation de **28%** du nombre d'abonnés Twitter (de 1200 à 1530 abonnés)

Augmentation de **530%** du nombre d'abonnés LinkedIn (de 1400 à 9000 abonnés)



---

# **RAPPORT FINANCIER**

---



## Bilan 2023

### Bilan 2023

<b>BILAN ACTIF</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>7 730</b>	<b>3 988</b>
Immobilisations corporelles nettes	4 103	361
Immobilisations financières	3 627	3 627
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>121 200</b>	<b>548 084</b>
Créances	105 401	255 559
Comptes de régularisation	12 756	12 642
Comptes financiers	3 043	279 883
<b>TOTAL ACTIF en EURO</b>	<b>128 931</b>	<b>552 072</b>
<b>BILAN PASSIF</b>		
<b>TOTAL CAPITAUX PERMANENTS</b>	<b>1 159</b>	<b>910</b>
Report à nouveau	910	10 524
Résultat de l'exercice	249	-9 614
<b>COMPTES DE TIERS</b>	<b>127 772</b>	<b>551 163</b>
Dettes	99 532	79 152
Comptes de régularisation	19 557	448 238
Comptes financiers	8 683	23 772
<b>TOTAL PASSIF en EURO</b>	<b>128 931</b>	<b>552 072</b>

L'année 2023 a vu une légère progression du budget, en partie due à une augmentation de la valorisation du bénévolat. La mise en œuvre de la convention de trois ans, signée avec l'AFD (division Organisations de la société civile) au début de l'année 2021, s'est terminée fin 2023. Ce partenariat constitue la base du budget, représentant en moyenne **41 %** des ressources sur les trois ans.

Le résultat de l'exercice est à peine positif (**+ 249 €**). Un des objectifs financiers fixés par le Conseil d'administration était de reconstituer des fonds propres. Malheureusement, cela n'a pas été possible en 2023. Cela est dû au fait qu'Inter-réseaux a eu peu d'opérations à réaliser qui auraient permis de remplir cet objectif, mais aussi à la nouvelle répartition géographique des ressources humaines qui a entraîné des dépenses supplémentaires, malgré la maîtrise des dépenses courantes.

La constitution de fonds propres, qui permettrait d'avoir plus de souplesse en termes de trésorerie et surtout plus de latitude pour mener des opérations sans rechercher systématiquement des fonds ad hoc, reste donc d'actualité. Le manque de fonds propres rend plus fragile la situation d'Inter-réseaux sur la durée. Aussi, différentes mesures sont à l'étude pour concourir, sur plusieurs années, à les reconstituer.

## Compte de résultat 2023

### Compte de résultat 2023

<b>CHARGES</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Achats mat. premières & autres approvisionnements	4 733	5 291
Autres achats & charges externes	221 713	243 009
Impôts, taxes et versements assimilés	3 713	5 813
Salaires et traitements	294 638	274 134
Charges sociales	86 497	83 732
Dotations aux amortissements	1 286	2 151
Autres charges	38 476	10 791
Charges financières	0	0
charges exceptionnelles	0	3 191
Contributions en nature	76 663	46 435
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>727 718</b>	<b>674 547</b>
<b>EXCEDENT = TOTAL PRODUITS - CHARGES</b>	<b>249</b>	
<b>TOTAL en EURO</b>	<b>727 967</b>	<b>674 547</b>
<b>PRODUITS</b>	<b>2023</b>	<b>2022</b>
Productions vendues et services	1 408	14 242
Subventions d'exploitation	642 289	596 834
Reprises sur prov. amort. & trans. de charges	0	0
Autres produits	6 117	5 997
Produits financiers	1 094	511
Produits exceptionnels	396	915
Contributions en nature	76 663	46 435
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>727 967</b>	<b>664 933</b>
<b>DEFICIT = TOTAL CHARGES - PRODUITS</b>		<b>9 614</b>
<b>TOTAL en EURO</b>	<b>727 967</b>	<b>674 547</b>

Les comptes 2023 ont été audités et certifiés par le Commissaire aux comptes mandaté par l'Assemblée générale conformément à la loi en vigueur. Son rapport est disponible sur demande.

# Présentation analytique des comptes 2023

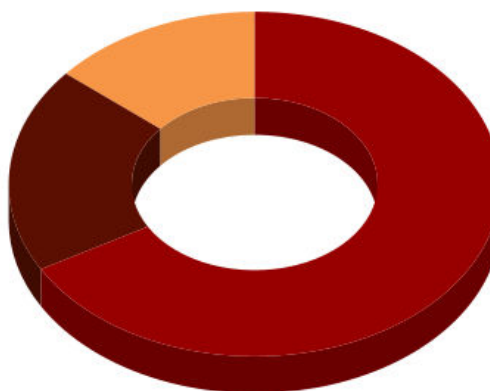
## Les emplois

Emplois	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023	Réalisé 2023
1 Investissement technique et mobilier	10 856	16 480	3 000	5 189
2 Fournitures et consommables	35 424	32 994	34 400	34 375
3 Etudes ou expertises	64 787	31 768	21 100	33 137
4 Personnel permanent	332 443	365 858	333 000	348 775
5 Personnel bénévole en appui ponctuel	74 850	46 435	50 000	76 663
6 Activités (animations, rencontres, etc.)	19 378	20 134	44 000	38 723
7 Outils de communication et outils pédagogiques	75 548	48 396	69 700	66 399
8 Missions de courte durée	30 727	42 308	27 000	31 561
9 Audits / évaluations	0	1 210	37 000	30 630
10 Autres dépenses et imprévus	6 343	10 897	2 800	3 971
11 Frais de fonctionnement associatif et du siège	56 716	58 067	58 000	58 297
<b>TOTAL en EURO</b>	<b>707 072</b>	<b>674 547</b>	<b>680 000</b>	<b>727 718</b>

Le budget d'Inter-réseaux, comme dans toutes les structures, se divise en charges fixes et charges variables. Chez Inter-réseaux, les charges fixes sont majoritaires et principalement représentées par les ressources humaines salariées, qui constituent environ 48 % des dépenses. Pour prendre en compte toute l'énergie humaine mobilisée par Inter-réseaux, il faut ajouter les personnes mobilisées pour les études et expertises, ainsi que le bénévolat. On atteint ainsi environ deux tiers des dépenses en 2023, comme pour les deux années précédentes.

Comme en 2022, IR a poursuivi son appui au Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre (RESCAR-AOC) qui est basé à Ouagadougou. Bien sûr pour des activités (réflexions, appui, sur des études dans le cadre du projet ACOTAF en particulier) mais aussi pour construire sa démarche de communication. Ce partenariat a aussi permis d'accompagner le RESCAR-AOC dans sa structuration en terme de gestion administrative, de comptabilité et d'organisation logistique. La reconnaissance officielle du RESCAR-AOC au Burkina Faso est intervenue en cours d'année mais IR a continué d'assurer la gestion de fonds mobilisés par le RESCAR-AOC à hauteur d'environ quatre-vingt mille euros environ (sources : projets financés par des subventions diverses dont celle émanent du projet ACOTAF).

- Ressources humaines
- Dépenses réalisées pour les activités
- Autres dépenses



Dépenses 2021-2023

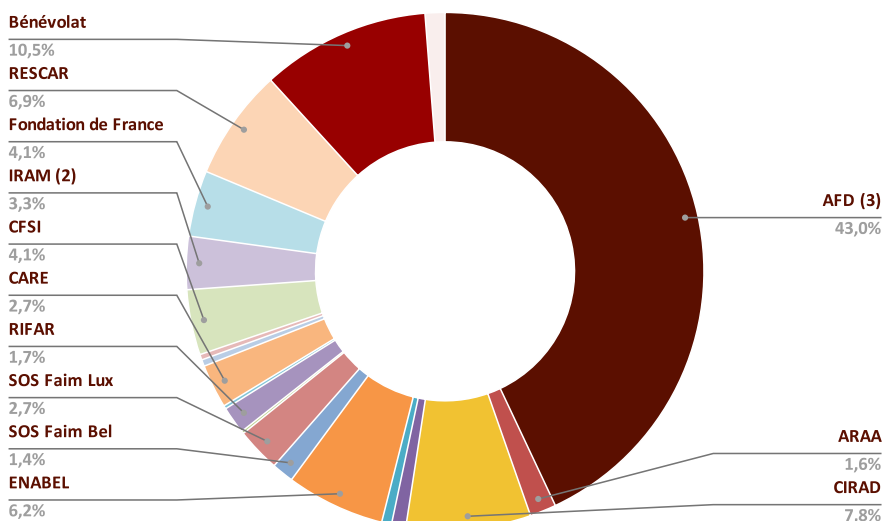


## Les ressources

Si IR peut apparaitre à juste titre comme capable de mobiliser des fonds de multiples sources (20 contrats en 2023 hors subvention AFD/OSC) cela a aussi un coût car chaque dossier de financement nécessite un travail administratif qui n'est pas proportionnel au montant de l'opération. En moyenne si l'on exclut la subvention principale de l'AFD, le montant moyen des partenariats financiers a été en 2023 de seize mille euros environ ce qui reste au même niveau qu'en 2022.

Ressources	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Prévisionnel 2023	Réalisé 2023
1 Ressources privées	273 667	188 800	257 500	294 913
2 SOS Faim Luxembourg	20 000	20 000	20 000	20 000
3 SOS Faim Belgique	15 000	15 000	10 000	10 000
4 Autres membres d'IR	43 334	35 521	95 000	96 671
5 Contributions bénévoles des membres du réseau	74 850	46 435	50 000	76 663
6 Fondation de France	0	0	0	30 000
7 CFSI	42 085	44 180	25 000	29 689
8 Autres ONG & fondation	57 036	5 500	50 500	22 875
9 Autres ressources (adhésions, produits financiers, etc.)	21 361	22 164	7 000	9 015
10 Ressources publiques	393 380	476 133	422 500	433 054
11 AFD	310 933	302 000	315 000	312 968
12 Autres ressources publiques	82 447	174 133	107 500	120 086
<b>TOTAL en €</b>	<b>667 047</b>	<b>664 933</b>	<b>680 000</b>	<b>727 967</b>

En tenant compte du bénévolat pris en compte comptablement, les membres du réseau contribuent au total à hauteur du quart du budget 2023.



Origine des fonds

## Les ressources

Comptablement, Inter-réseaux valorise les implications bénévoles des membres du réseau. Les engagements de ces personnes concernent à la fois la veille informationnelle, les publications (notamment la coordination et la rédaction des articles de Grain de Sel), les cycles thématiques, les réflexions stratégiques, ainsi que la gestion et le suivi des activités aux côtés de l'équipe sur ses différentes localisations. Pour la construction, la réalisation et la finalisation des différentes publications d'IR, 87 personnes se sont impliquées bénévolement, dont 63 auteurs pour les numéros de Grain de Sel rédigés en 2023. Au total, presque 100 personnes se sont impliquées, souvent dans plusieurs activités. Ces implications bénévoles ont

été évaluées à l'équivalent de plus de treize mois de travail à temps plein. Cela montre l'intérêt des membres du réseau à contribuer au travail d'IR et à partager des savoirs, soit ponctuellement, soit tout au long de l'année.

L'évaluation financière de ces contributions a été construite à partir des recommandations de l'AFD. Les modes de calcul ont ensuite été présentés au Commissaire aux Comptes qui les a validés. Cette valorisation, qui apparaît à la fois au niveau des ressources et des dépenses, a représenté pour 2023, 76 663 €.

## Etat du transfert de fonds entre IR et ses membres

Dans le cadre de ses activités et dans l'esprit d'un travail en réseau, de l'application d'une règle de subsidiarité et d'appui à ses membres, IR reçoit de l'argent de ces derniers pour des missions à réaliser. IR identifie aussi des fonds pour pouvoir les impliquer pour les appuis qu'ils apportent aux missions d'IR. Dans un esprit de transparence, le Conseil d'administration a souhaité que l'ensemble de ces flux financiers soient affichés dans le

rapport financier annuel et présentés lors de l'assemblée générale annuelle. Ces éléments ont également été portés à la connaissance du Commissaire aux comptes de l'association qui les a validés.

Liste des conventions exécutées pour IR par des membres

N°	Commanditaires	Pays	Libellés	Financement total	Fonds concernant 2023	Date de démarrage	Date de fin effective ou prévue	Membre du CA
1	Com4Dev	France	Appui stratégique IR	4 840 €	3 630 €	2/5/2022	31/3/2023	Non
2	CORADE	Burkina Faso	Récit multimédia sur l'adaptation d'organisations du développement rural dans l'Est du Burkina Faso face à la crise sécuritaire	39 968 €	10 623 €	1/3/2023	31/12/2023	Oui
3	DIAGNE Daouda	Sénégal	Convention CFSI AEA-2020/Avenant 1_ Pousser les dynamiques visant à instituer un cadre favorable aux achats alimentaires locaux par les institutions publiques et les organisations internationales, tout particulièrement pour l'alimentation des écoliers	110 210 €	9 763 €	1/1/2023	15/11/2023	Non
4	JADE Productions	Burkina Faso	Récit multimédia sur l'adaptation d'organisations du développement rural dans l'Est du Burkina Faso face à la crise sécuritaire	39 968 €	6 485 €	1/3/2023	31/12/2023	Non
5	PELON Vital	France	Appui «Capitalisation d'expérience en matière de dialogue politique de PRODIATA»	19 875 €	1 650 €	10/5/2023	25/6/2023	Non
<b>Total général</b>				<b>155 018 €</b>	<b>24 015 €</b>			

Liste des conventions exécutées pour IR par des membres

N°	Commanditaires	Pays	Libellés	Financement total	Fonds concernant 2023	Date prévu	Date de fin effective ou prévue	Membre du CA
1	AFDI	Burkina Faso	Capitalisation du projet « Paysans engagés dans l'évaluation des politiques sectorielles »	4 500 €	4 500 €	5/1/2023	31/1/2022	Non
2	AVSF	France	Réalisation d'un bulletin de veille thématique «Elevage et environnement»	1 500 €	1 500 €	24/2/2022	31/12/2022	Oui
3	IPAR	Sénégal	Promotion du Consommer Local à travers la Valorisation des Céréales locales et la Connexion aux marchés	13 500 €	2 500 €	1/12/2023	31/12/3023	Oui
4	IRAM	France	Stock - animation atelier régional	10 130 €	10 130 €	1/1/2023	31/12/3023	Oui
			GDS N° 85 « Agroécologie»	14 000 €	7 500 €			Oui
5	RIFAR	France	GDS N° 84 «Formation»	12 444 €	12 444 €	1/6/2022	31/12/2023	Non
6	RBM	RIFAR	Appui à la gestion des connaissances du projet Gold for Climate	9 909,19 €	4 954,60 €	1/6/2022	31/12/2023	Non
7	ROPPA	Burkina Faso	AFD- Sécu Sahel	3 659 €	1 149 €	22/7/2021	31/12/2023	Oui
8	HUMUNDI	Belgique	Poursuite de l'animation et de la valorisation du cycle thématique portant sur le rôle du secteur privé dans le financement de l'agriculture en Afrique	10 000 €	10 000 €	1/1/2023	31/12/2023	Non
9	SOS FAIM Luxembourg	Luxembourg	Convention de partenariat 2023 : Mieux valoriser l'information agricole et rurale produite par Inter-réseaux - Développement Rural	20 000 €	20 000 €	1/1/2022	31/12/2023	Oui
<b>Total général</b>				<b>99 641 €</b>	<b>74 676 €</b>			

## LES MEMBRES EN 2023

### 28 MEMBRES INSTITUTIONNELS



### 23 MEMBRES INDIVIDUELS

Valentine Achancho

Serge Aubague

Jean-René Cuzon

Imma de Miguel

Patrick Delmas

Freddy Destrait

Jean-Claude Deveze

François Doligez

Daouda Diagne

Jean-Luc François

Dominique Gentil

Fanny Grandval

Gilles Mersadier

Vital Pelon

Joachim Saisonou

Denis Pesche

Bio Goura Soulé

Liora Stührenberg

Pierre-Henri Texier

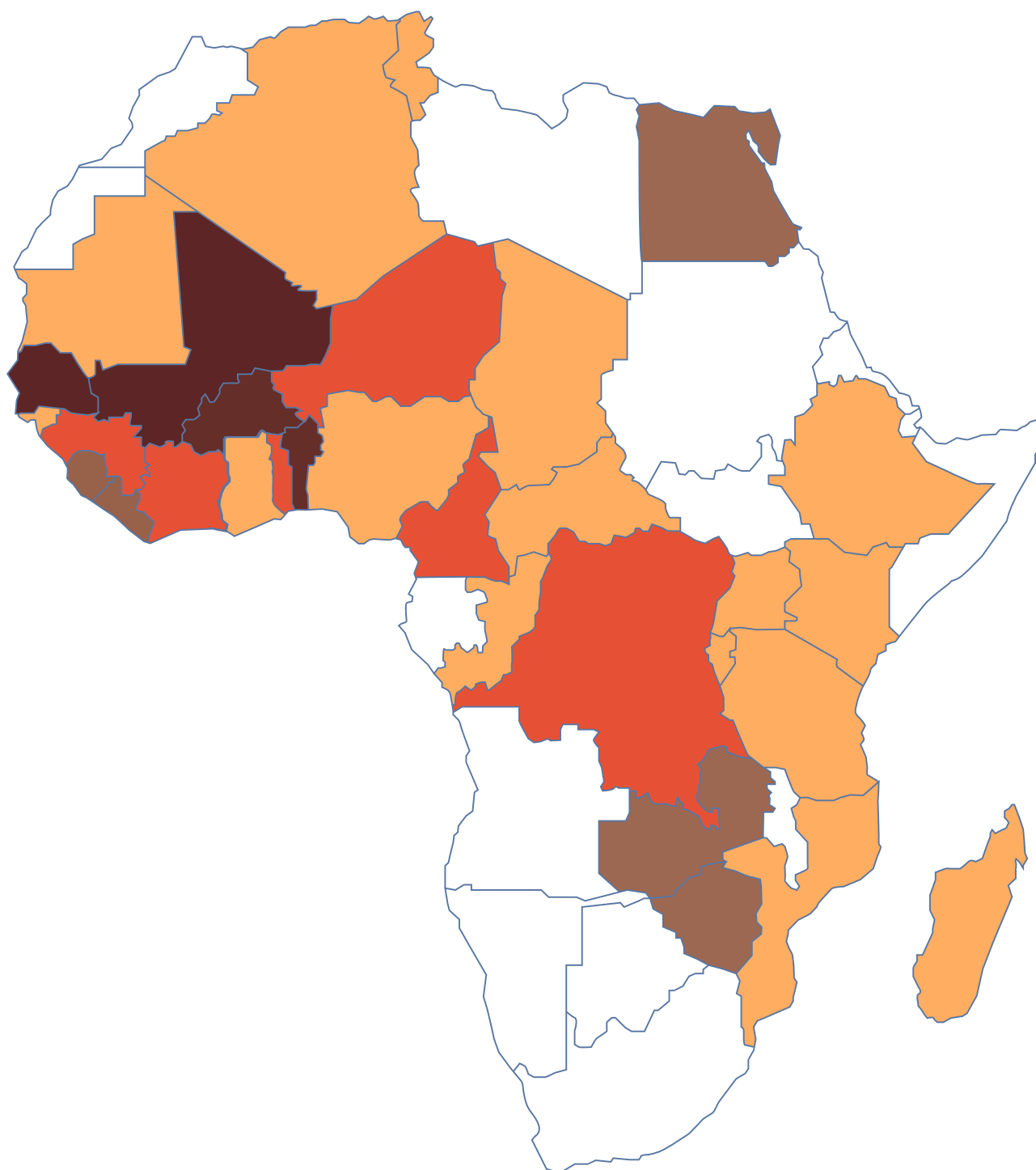
Simon-Narcisse Tomety


Bruno Vindel


Julia Wanjiru


Sibiri Jean Zoundi


## PRÉSENTATION DES MEMBRES EN AFRIQUE (REPRÉSENTATION OU PAYS D'INTERVENTION)



 Sont présents au moins 10 membres d'IR

 Sont présents entre 2 et 5 membres d'IR

 Sont présents entre 6 et 9 membres d'IR

 Est présent 1 membre d'IR

## ACRONYMES

<b>AFAAS</b>	Forum Africain des Services de Conseil Agricole
<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>AOC</b>	Afrique de l'Ouest et du Centre
<b>AVSF</b>	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
<b>CEDEAO</b>	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>CEMAC</b>	Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
<b>CFSI</b>	Comité Français pour la Solidarité Internationale
<b>CILSS</b>	Comité Inter-États de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
<b>CIRAD</b>	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
<b>COMATAO</b>	Contrôle des Maladies Transfrontalières en Afrique de l'Ouest
<b>CPF</b>	Confédération Paysanne du Faso
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FPD</b>	Fonds pour les Pertes et Dommages
<b>GFRAS</b>	Forum Global des Services de Conseil Rural
<b>INADES</b>	Institut Africain pour le Développement Économique et Social
<b>IPAR</b>	Initiative Prospective Agricole et Rurale
<b>IR</b>	Inter-réseaux Développement rural
<b>PAMOBARMA</b>	Projet d'Appui à la Mobilité du Bétail pour un meilleur Accès aux Ressources et aux Marchés
<b>Pafao</b>	Promotion de l'Agriculture Familiale en Afrique de l'Ouest
<b>POS</b>	Plan d'Orientation Stratégique
<b>PRODIATA</b>	Projet Régional de Dialogue pour une Transhumance Apaisée en Afrique de l'Ouest
<b>RBM</b>	Réseau Billital Maroobé
<b>RDC</b>	République Démocratique du Congo
<b>RESCAR-AOC</b>	Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre
<b>ROPPA</b>	Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest
<b>OSC</b>	Organisation de la Société Civile
<b>SRIP</b>	Service Régional d'Information Pastorale
<b>UEMOA</b>	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine



# INTER-RÉSEAUX DÉVELOPPEMENT RURAL

Un espace de partage de connaissances et de mise en débat



**INTER-RÉSEAUX**  
Développement Rural

## Á Nogent sur Marne

45 bis avenue de la belle Gabrielle  
94736 Nogent sur Marne cedex

FRANCE

Tél : 33 (0)1 43 94 73 28

## Á Ouagadougou

09 BP 1571 Ouagadougou 09

BURKINA FASO

Tél : (226) 25 36 15 57

## Á Montpellier

[eric.bernard@inter-reseaux.org](mailto:eric.bernard@inter-reseaux.org)

## Á Cotonou

C/O LARES, Duplex N°006, Cité  
Houéyiho ; 08 BP 0592 TRI POSTAL  
Cotonou

BENIN

[yvon.saroumi@inter-reseaux.org](mailto:yvon.saroumi@inter-reseaux.org)

Adresse électronique de l'équipe technique : [inter-reseaux@inter-reseaux.org](mailto:inter-reseaux@inter-reseaux.org)

<https://www.inter-reseaux.org>